## Nouvelles locales du vendredi 13 février 2015

@rib News, 13/02/2015 Ï Justice - Alors que le présumé assassin des trois religieuses de la paroisse Kamenge a été interrogé en l'absence de ses avocats, le président de l'APRODH trouve que cette pratique ne vise qu'à cach dans cette affaire. Pierre Claver Mbonimpa dit ne pas comprendre cette attitude de la part des personnes qui connaissent bien le droit. Il demande d'exploiter la piste de l'enquête des six policiers sur cette affaire et de ne pas se perdre dans la poursuite des personnes malades mentalement.

Il croit par ailleurs que le gouvernement a peur d'exploiter cette piste pui qu'elle aboutirait sans doute à la condamna des personnalit©s nanties de pouvoir public, ce qui signifierait que le gouvernement lui-mªme y est pour quelque chose. Signalons qu'à cet effet, le procureur de la République en mairie de Bujumbura vient d'écrire une correspo au directeur du centre neuropsychiatrique de Kamenge (Chez Le Gentil) pour qu'il statue sur la santé mentale de Christian Claude Butoyi. [rtr/isanganiro/bonesha/rpa] - Le procureur général de la République du Burundi vient d'annoncer la mise sur pied d'une commission chargée d'enquÃater sur ce qui s'est passé lors de l'at dans la province de Cibitoke en décembre dernier. Valentin Bagorikunda a précisé que cette commission est composée de trois personnes, toutes des magistrats du parquet. Il s'agit de Adolphe Manirakiza, l'adjoint du procureur g©néra RépubliqueÂ; Hyacinte Niyonzima, procureur général prà s la cour d'appel de BujumburaÂ; ainsi que Jean Marie Bigirindavyi procureur de la République dans la province de Cibitoke. Il précise qu'ils vont enquÃater sur la violation de droits de l'homme par les uns et les autres suite aux déclarations de certaines organisations de la société civile nationales et internationales ainsi que sur les exécutions extrajudiciaires. Il ajoute aussi qu'ils ont tous les pouvoirs d'entendre qui que ce soit qui est susceptible de fournir des informations à ce sujet et disposent d'une période dâ€ aprÃ"s laquelle ils pourront traduire devant la justice celui qui se sera rendu coupable des violations des droits de l'homme lors de ces combats. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - Le forum des associations civiles PISC Burundi demande la libération du directeur de la RPA. Selon le président de cette coalition, la justice devrait travailler sur les informations révélées par la RPA pour ne pas se montrer partiale. Samuel Nkengurukiyimana estime que le maintien en prison de Bob Rugurika n'aide en rien la justice puisque la vérité ne se trouve pas en prison mais en liberté. Il demar ainsi que la justice analyse ces informations, qu'elle entende les personnes citées pour qu'elles s'expriment afin l'équivoque. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - Le conseil national des Bashingantahe condamne l'emprisonnement Bob Rugurika et le traitement réservé à Christian Claude Butoyi accusé d'avoir assassiné les trois soeurs de la pa Kamenge. Selon un communiqué sorti ce vendredi et lu par le vice-président de ce conseil, ces deux détenus constituent des boucs émissaires afin de masquer la vérité sur ce triple assassinat. Cathérine Tegera constate que cette situation fait perdre au Burundi sa confiance et sa crédibilité tant interne qu'externe et que les observateurs ne for que rire aux éclats suite à ce comportement d'autodestruction. Elle demande au président de la République lui-mò de se lever et de faire cesser cette situation de montage qui ternit l'image du pays ces derniers jours et qui préjudicie l'avenir de notre pays. Elle ajoute que le conseil saisit cette opportunité pour demander au pr©sident de la République ne pas songer à briquer un troisià me mandat contraire à la constitution et aux accords d'Arusha. Elle précise que chaque fois qu'un président cherche à s'accrocher au pouvoir sachant que c'est le seul qui est capable de gouv toujours par entraîner des maux de toute nature pour les siens. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - Le parti SONOVI Ruremesha trouve que la justice burundaise devrait poursuivre le président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza. Déo Ndayishimiye estime que les propos de ce député ne diffà rent en rien des propos d'Hitler lors de lâ€ nazi. Il trouve que le parti au pouvoir veut dresser les hutu contre les tutsi dans la mesure où il n'a plus d'autre programmes à présenter à la population tout en espérant qu'il va acheter la conscience des uns. Il estime que le part pouvoir veut montrer les ennemis du pays alors que lui-même en est un à voir la maniÃ"re dont le pays est gouverné. Il demande aussi au bureau de l'assemblée nationale de se pencher sur ce cas honteux. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] Ï Politique Le parti Uprona dirigé par Madame Concilie Nibigira fait savoir qu'il va mettre en exerque tous ceux qui vont le présenter aux élections de cette année. Ceci a été affirmé lors d'une conférence de presse animée ce jeu par ce parti de Rwagasore en pleine crise de leadership. Selon le chargé de la communication électorale au sein de ce parti, ils sont prÃ<sup>a</sup>ts à présenter des candidats à tous les niveaux dans tout le pays depuis la commune jusqu'au haut sommet de l'Etat. Pontien Ndayishimiye ajoute qu'ils ont des hommes et des femmes compétents qui peuvent occup ces postes d'une manià re qui puisse satisfaire tous les membres de ce parti et mÃame tous les burundais. Il précise que ces listes vont être portées à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale dans les meilleurs déla [bonesha/rpa/isanganiro/rtr/rtnb] - Au cours d'une visite d'une d©légation gouvernementale dans les locaux de la C et plus particuliÃ"rement le centre chargé de la saisie des résultats de l'enrà lement des électeurs déjà recensés président de la CENI a fait savoir que ceux qui ont pris une inscription multiple doivent être débusqués selon les méthodes de contrà le de la CENI. Pierre Claver Ndayicariye a aussi fait savoir que personne, même parmi les agents chargés de la saisie, ne peut faire des inscriptions en dehors de ce qui est écrit grâce aussi aux échelons de contrà le qui sont institués dans ce travail. Il a précisé qu'il y a un triple contrà le dans ce travail et que personne ne sait qui contrà le qui. Cette méthode ne permet pas, selon lui, des saisies multiples des personnes ayant pris une inscription multiple. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa/rtnb] - AprÃ"s la déclaration du parlement européen condamnant l'emprisonnemer du directeur de la RPA et demandant sa libération immédiate et inconditionnelle, le gouvernement de Bujumbura a réagi ce vendredi. Selon le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, cette résolution ne diffà re en rien de celle produite par le mÃame corps au mois de septembre lors qu'il demandait la libération de Pierre Claver Mbonimpa. Philippe Nzobonariba se réjouit tout de même que le parlement européen suit de prÃ"s l'évolution de la démocratic Burundi, mais regrette aussi le fait qu'en prenant des décisions, il se base sur de faux rapports. Il réaffirme que la plupart de ces parlementaires ne savent mÃame pas oÃ1 se situe géographiquement le Burundi et leur demande de se

rendre sur terrain et de constater sur place l'état des choses pour ensuite prendre de bonnes décisions. Il précise au

que le gouvernement va négocier avec l'union européenne afin de lui montrer comment les choses se présentent. Affirmant que même le gouvernement de Bujumbura ne souhaite que sa libération, il trouve pourtant que c'est Bob Rugurika lui-même qui a la clé de son incarcération puisque c'est bien lui qui connaît la personne qui a tué les troi soeurs et que la justice lui demande de le d\tilde{A}\tilde{O}noncer pour \tilde{A}^atre ensuite lib\tilde{A}\tilde{O}r\tilde{A}\tilde{O}. [rtnb/isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - Le FOCODE déplore les propos du président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza qui accuse certains partis politiques de l'opposition, certains médias et certaines organisations de la société civile d'être les ennemis du pa pouvoir et d'être derrià re le groupe qui a attaqué le pays en décembre dernier. Selon le président de ce forum, il sâ des propos déplacés qui ne peuvent profiter à personnes suite à leur caractÃ"re ethiniste. Pacifique Nininahazwe affirme que les organisations de la société civile ne sont pas contre le parti CNDD-FDD, mais contre la manià re dont le pays est gouverné. Il trouve que le temps que ce parti vient de passer au pouvoir, les choses n'ont jamais bien marché et cela montre que la politique de ce parti va en reculant mÃame si l'aspect ethnique a nettement reculé dans le pays. Ainsi, il considÃ"re que ceux qui propagent de tels enseignements veulent faire peur qu'il n'y a personne d'autre qui pou maintenir l'unité des burundais. Il demande que ces enseignements cessent et que le parti s'emploie plutà tà ensei son programme s'il en a encore. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa] - L'ancien président de la République Domitien Nday trouve qu'il ne faut pas prendre à la légÃ"re la résolution votée par les eurodéputés pour demander la libératio Rugurika. Selon lui, ce sont ces instruments que les bailleurs utilisent pour contrà ler leurs aides et cela à travers les conventions signées entre les pays. Ce sénateur à vie estime que faire sourde oreille n'aide en rien mais que plutà t Â peut être à l'origine des problÃ"mes trÃ"s sérieux. Il affirme que selon lui. Bob Rugurika devrait être libéré étant o qu'il n'a fait que son travail. [rtr/rpa] - Selon un expert des relations internationales, si le Burundi continue de faire la sourde oreille aux sollicitations de la communauté internationale sur le respect des droits de l'homme, c'est bien le peuple qui va en souffrir. Pascal Niyonizigiye estime que si presque tous les pays se la vent contre un fait quelconque, il doit y avoir un problÃ"me à résoudre ou une situation à corriger dans l'immédiat. Ce professeur d'université e que tout ce monde ne peut tomber dans une erreur et demander unanimement la libération de Bob Rugurika sans raison. Il demande ainsi au gouvernement de Bujumbura d'écouter et de donner une suite favorable aux sollicitations. [rtr/rpa]